Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
**DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du lundi 22 décembre 2025

Membres en exercice : 26
Présents : 14
Procuration(s) : 3
Absent(s) : 9
Nombres de votants : 17
Votes pour : 17
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 17 décembre 2025

# DELIBERATION N°DL_CP2025_0334

## Relative au protocole d'accord transactionnel entre le Département et la Société Délice Poisson ayant fourni des prestations de restauration dans le cadre de la semaine de l'excellence sportive organisée du 20 au 27 juillet 2024

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Madame Zouhourya MOUAYAD BEN,
Monsieur Saindou ATTOUMANI donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

**Conseillers départementaux absents :**
Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Daniel ZAIDANI

**Secrétaire de séance désignée :**
Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;
**Vu** la délibération n° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
**Vu** la délibération n° DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
**Vu** la délibération N°DL-AP2025_0024 du 25 mars 2025 relative au Budget Primitif 2025 du Conseil départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

**Considérant :** le rapport n°2025-02856 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
**Considérant :** l'avis de la Commission Sports, Culture et Jeunesse en date du 11 décembre 2025.

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,**
**Le Conseil Départemental,**

**DÉCIDE**

**Article 1 :** de valider le recours à la transaction pour régler les différends relatifs à la prestation de restauration fournie dans le cadre de la semaine de l'excellence sportive du 20 au 27 juillet 2024 ;

**Article 2 :** de valider le protocole transactionnel proposé avec son annexe avec la société Délice Poisson pour un montant de 11 694 € ;

**Article 3 :** de valider la facture jointe en annexe ;

**Article 4 :** d'imputer la dépense correspondante sur le budget du Département de Mayotte ;

**Article 5 :** d'autoriser le Président à signer le protocole transactionnel et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

**Article 6 :** en application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme**
**Le Président du Conseil départemental**




**Ben Issa OUSSENI**

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

# PROTOCOLE D'ACCORD

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Le Département de Mayotte,** situé 112 boulevard Halidi Sélémani, BP 101 – 97645 MAMOUDZOU CEDEX

Représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Ben Issa OUSSENI, dûment habilité aux présentes en vertu d'une délibération n° DL-AP2001-0197 du Conseil départemental de Mayotte en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental,

Ci-après dénommé **« Le Département »**

***D'UNE PART,***

**ET**

**La Société DELICE POISSON,** 5 rue Babous Salama Kawéni , Mtsapéré 97600 Mamoudzou
Représentée par **Madame AHAMADI Faina en sa qualité de gérante,**

Ci-après dénommée **« La Société »**

***D'AUTRE PART,***

Ci-après conjointement dénommés **« Les parties ».**

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

**IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :**

Dans le cadre de sa politique de développement et de promotion de l'Excellence Sportive, le Département a organisé, du 20 au 27 juillet 2024 à Mamoudzou, un événement intitulé « Semaine de l'Excellence Sportive ».

Il s'agit d'un regroupement des jeunes sportifs accueillis au CREPS de la Réunion, en Centre de formation dans l'hexagone, en Académie et dans les sections sportives de Mayotte et qui sont pris en charge par le Département dans le cadre de son dispositif d'accompagnement des jeunes talents mahorais (JTM) vers l'accession au haut niveau.

Les Jeunes participant au regroupement durant la semaine de la manifestation étaient répartis sur tout le territoire ; ils étaient accueillis de huit heures à dix-sept heures, d'où la nécessité d'organiser un système de restauration en fonction du programme par discipline.

Pour ce faire, le chef de service des sports, chargé de l'opération, a sollicité des devis auprès des restaurateurs locaux, choisis parmi ceux qui ont proposé une offre puis a donné ordre à la Société Délice Poisson de fournir les repas, ce, sans bon de commande ni validation de l'autorité hiérarchique habilitée à engager le département.
C'est dans ces conditions que la restauration des jeunes participants aux activités de la Semaine de l'Excellence Sportive a été assurée par la **Société Délice Poisson** pour un coût total **de 11 694 €.**
Ainsi, la **Société Délice Poisson** a fourni les prestations sans bon de commande préalable du **Département** et en réclame le paiement.

Le présent protocole vise à régulariser cette situation.

Or, la réalisation de prestations sans bon de commande associé n'ouvre pas de droit contractuel au paiement du prix au profit de son titulaire.

Par ailleurs l'entreprise ayant commis une faute en acceptant de procéder à l'exécution de prestations hors contrat, elle peut seulement demander à être indemnisée de ses dépenses utiles sur le fondement de l'enrichissement sans cause (CAA Bordeaux, 8 septembre 2009, *société Bull SA*, req. N° 08B00203 ; CAA Versailles, *centre hospitalier d'Arpajon*, req. N° 16VE01638).
En effet, l'entreprise peut obtenir une indemnisation uniquement pour celles de ses dépenses qui ont été utiles à l'administration et dans la limite de son propre appauvrissement (CE, 9 juin 2017, *Commune de Goyave*, req n° 399581).

Au cas présent et au regard des éléments disponibles, le **Département** considère qu'il convient d'admettre la prise en charge financière des prestations réalisées hors

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

contrat, ce qui implique d'indemniser la société pour les dépenses correspondantes qu'elle a supportées en lieu et place du **Département**, sur le fondement de l'enrichissement sans cause.

Compte tenu de ce que les prétentions des parties sont sérieuses ;

Compte tenu de ce que les parties ont entendu éviter un important risque de litige et plus encore un contentieux nécessairement long et coûteux ; qu'ils ont intérêt à parvenir à un accord amiable et ainsi à transiger ;

Compte tenu du fait que le Département n'a pas le droit d'octroyer des libéralités à une entreprise (CE 19 mars 1971, *Sieur Mergui*, Rec. 235 ; CE 8 décembre 1995, *Commune de Saint-Tropez*, Rec. 432 ; CE, 11 juillet 1980, *Compagnie d'assurance la Concorde et M. Guy Fournel de Frettes*, RDP, 1981, p. 1088 ; CE 23 novembre 1984, *Société anonyme d'habitations à loyer modéré « Travail et Propriété »*, RDP, 1985, o. 1406) ;

Les parties se sont rapprochées entre elles et ont convenu des modalités d'un règlement amiable, global et définitif du présent litige.

Par suite, il s'agit pour l'une des deux parties de régler à l'autre les sommes dues au titre de l'exécution de dépenses utiles.

Le présent contrat constitue une transaction au sens de l'article 2044 et suivants du Code Civil de sorte que chacune des parties signataires renonce à toute instance ou action en paiement à l'encontre de l'autre au titre de l'exécution des prestations réalisées et de la situation d'enrichissement sans cause ou de droit à des dommages et intérêts qui s'ensuivraient.

**CECI EXPOSE, IL A DONC ETE ARRETE ET CONVENU DANS LES TERMES DES DISPOSITIONS DES ARTICLES 2044 ET SUIVANTS DU CODE CIVIL CE QUI SUIT** :

### Article 1 – Objet du Protocole d'accord

Le présent **protocole transactionnel** a pour objet d'indemniser la **société Délice Poisson** pour avoir fourni des prestations de restauration dans le cadre de la semaine de l'excellence sportive du 20 au 27 juillet 2024.

En contrepartie de ce paiement, la **société Délice Poisson** se déclare satisfaite de cette somme, renonce à demander le remboursement des frais financiers liés à des difficultés de trésorerie et plus généralement à toute autre indemnisation de quelque nature que ce soit dans le cadre de cette affaire.

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

Dans un esprit de concessions réciproques et équilibrées, les parties conviennent ce qui suit :

**Article 2 – Concessions réciproques**

Article 2.1 - Concessions du Département

Dans le cadre du présent Protocole et à titre de concessions, **le Département :**

- s'engage à indemniser la société sur le fondement de l'enrichissement sans cause pour une prestation qu'elle a réalisée hors contrat et ce pour un montant de **11 694 €** dont le détail est présenté ci-dessous :

La facture est annexée au présent protocole.

Article 2.2 – Concessions de la Société

Dans le cadre du présent Protocole et à titre de concessions, **la Société Délice Poisson :**

- se déclare satisfaite de l'indemnisation versée et à ce titre, renonce à solliciter du **Département** le versement de sommes complémentaires concernant les prestations listées à l'article 2.1 du présent Protocole :
- garantit que les prestations ci-dessous listées sont exhaustives et renonce à se prévaloir ultérieurement de tout autre règlement au titre de la période considérée ;
- renonce encore à demander le remboursement des frais financiers liés à des difficultés de trésorerie, et plus généralement à toute autre indemnisation de quelque nature que ce soit concernant la réalisation de ces prestations ou les moyens mis en œuvre à cet effet.

**Article 3 – Modalités de paiement**

Sous la stricte réserve de la communication préalable de l'ensemble de documents mentionnés à l'article 2.2 des présentes, **le Département** s'acquittera du versement de la somme définitive d'un montant de **11 694 € HT.**

Le versement interviendra dans un délai de 30 jours sur le compte bancaire de la **Société Délice Poisson**
**N° FR76 1010 7006 8800 4380 6471 493** à compter de la signature du présent Protocole.

**Article 4 – Renonciation mutuelle à tout recours**

Moyennant la parfaite exécution du présent accord intervenu librement après négociation entre les parties, celles-ci renoncent à former toutes instances et actions pour toutes questions ou litiges entrant dans le champ d'application du présent **Protocole d'accord**, à l'encontre de l'une et l'autre.

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

Le présent **Protocole de règlement** est conclu en application des articles 2044 et suivants du code civil et de l'article 2052 du même Code, selon lequel :
La transaction fait obstacle à l'introduction ou à la poursuite entre les parties d'une autre action en justice ayant le même objet.

Ainsi, en contrepartie de l'exécution de la présente, **les Parties** se déclarent intégralement satisfaites et acquittées de tous leurs droits à raison de l'ensemble des dommages, objet de cette transaction et renoncent en conséquence expressément à toute action du fait desdits dommages et de leurs conséquences.

**Les parties** sont informées que la présente transaction ne peut être attaquée ni pour cause d'erreur de droit ni pour cause de lésion.
**Les parties** déclarent qu'elles ont disposé pour en débattre les termes et aboutir à la conclusion, d'un délai et d'une liberté tels que leur consentement y est donné librement et de manière éclairée.

**Article 5 – Caractère exécutoire du Protocole, entrée en vigueur et clause résolutoire**

Le présent **Protocole** transactionnel aura un caractère exécutoire à compter de sa signature par les deux Parties et de sa transmission au contrôle de légalité.

Il entrera en vigueur à cette dernière date.

Le présent **Protocole** sera annulé automatiquement et de plein droit en cas de survenance de l'une des conditions résolutoires suivantes :

- l'annulation du présent **Protocole** transactionnel ou de certaines de ses clauses,
- la perte de tout pouvoir à l'effet des présentes habilitant les parties à signer le présent **Protocole.**

Cette annulation entraînera la restitution sans délai et intégrale des sommes en cause au **Département.**

**Article 6 – Consentement des parties**

Les parties déclarent avoir fait une lecture attentive du présent protocole et avoir disposé d'un délai suffisant avant sa signature.

Les parties déclarent, chacune en ce qui la concerne, que leur consentement au présent accord est libre et traduit leur volonté éclairée.

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

**Article 7 – Confidentialité**

**Les parties** s'engagent à conserver le caractère strictement confidentiel du présent **Protocole** de règlement.

**Les Parties** s'interdisent d'en révéler l'existence ou la teneur ainsi que les motifs du différend les opposants à tout tiers, à l'exception de sa transmission au contrôle de légalité, des réquisitions formulées par les administrations fiscales et sociales ainsi que par l'autorité judiciaire ou la juridiction administrative.

**Article 8 – Les frais et dépens**

Chacune des Parties supportera ses propres frais et dépenses et ce compris les honoraires de ses conseils.

**Article 9 – Situation des Parties**

**La Société Délice Poisson** et **le Département** signataires du présent accord, déclarent et garantissent :

- disposer de tout pouvoir à l'effet des présentes les habilitant à signer le présent **Protocole de règlement,**
- que rien, dans leur situation juridique, ne leur interdit de conclure le présent **Protocole,**
- qu'ils ne sont pas en état de cessation de paiement et n'ont pas fait l'objet de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

**Article 10 – Indivisibilité**

Les clauses du présent **Protocole de règlement** ont un caractère indivisible.

Ainsi, dans l'hypothèse où le présent **Protocole** ou certaines de ses clauses devrait être considéré comme nul, **les Parties** se rapprocheront pour en déterminer les conséquences et rechercher de bonnes foi un nouvel accord.

**Article 11 – Prévalence de la transaction**

La présente transaction a autorité de la chose jugée en application des articles 2044 et suivants du Code civil et plus particulièrement de l'article 2052 du Code civil qui dispose :

*« Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit ou pour cause de lésion. »*

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

En signant le présent **Protocole,** les parties ont entendu mettre un terme définitif à tout différend né ou à naître du fait de la situation sus-exposée. Les parties s'engagent à ne pas remettre en cause les accords intervenus aux présentes.

**Article 12 – Droit applicable et juridiction**

**Les Parties** conviennent expressément que le présent **Protocole de règlement** est soumis au droit français.

**Les Parties** conviennent de s'efforcer de régler à l'amiable tous les problèmes qui pourraient survenir concernant les présentes.

Tous différends découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent **Protocole transactionnel** ou en relation avec celui-ci seront soumis au Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Fait en deux exemplaires originaux

Mamoudzou, le

Pour le Département de Mayotte
Le Président du Conseil départemental

**Ben Issa OUSSENI**

Pour Délice Poisson
La Gérante

**Faina AHAMADI**

**Annexes** : Devis, Facture, RIB

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE




| Expéditeur : | Destinataire : | DEVIS N° : 0001 |
|---|---|---|
| **Délice poisson**<br>5 rue Babous salama Kaweni<br>M'tsapéré 97600 Mamoudzou<br>Tel : 0639210709<br>Siret : 908 851165 00013 | CONSEIL DEPARTEMENTAL<br>8 rues de l'hôpital 97600<br>Mamoudzou Mayotte | Date : 5/07/2024 |

| REPAS DEJEUNER durant 6 jours | | |
|---|---|---|
| - 1 déjeuner<br>- 1 bouteille d'eau<br>- Dessert (fruit) | | |
| 597 personnes | 15 euros par personnes | 8955 euros |
| **PETIT DEJEUNER durant 6 jours** | | |
| - Thé<br>- Café<br>- De l'eau<br>- Gâteau<br>- Crêpe | | |
| 395 personnes | 5 euros | 1975 euros |
| **Packs d'eau** | | |
| 31 packs d'eau | 9 euros le pack | 279 euros |
| 22 packs d'eau | 10 euros le pack | 220 euros |
| **total** | | 11694 euros |

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

Délice poisson
5 Rue Babous Salama Kavani
Mtsapéré - 97600 MAMOUDZOU
Tel : 0639 21 07 09
Siret : 908 851 165 00013

Service fait
le 25/08/2025
Signature

| Expéditeur : | Destinataire : | FACTURE N° : 0001 |
|---|---|---|
| **Délice poisson**<br>5 rue Babous salama Kaweni<br>M'tsapéré 97600 Mamoudzou<br>Tel : 0639210709<br>Siret : 908 851165 00013 | **CONSEIL DEPARTEMENTAL**<br>8 rues de l'hôpital 97600<br>Mamoudzou Mayotte | **Date : 6/08/2024** |

| Date | Nombre de repas | Le prix unitaire en euros | Total en euros |
|---|---|---|---|
| Le 22 juillet 2024 | 118 | 15 | 1770 |
| Le 23 juillet 2024 | 80 | 15 | 1200 |
| Le 24 juillet 2024 | 60 | 15 | 900 |
| Le 25 juillet 2024 | 157 | 15 | 2355 |
| Le 26 juillet 2024 | 80 | 15 | 1200 |
| Le 27 juillet 2024 | 130 | 15 | 1950 |
| **Sous-Total** | **625** | **15** | **9375** |
| **petit déjeuner** | | | |
| **Date** | **Nombre de petit- déjeuner** | **Le prix unitaire en euros** | **Total en euros** |
| Le 22 juillet 2024 | 42 | 5 | 210 |
| Le 23 juillet 2024 | 53 | 5 | 265 |
| Le 24 juillet 2024 | 53 | 5 | 265 |
| Le 25 juillet 2024 | 96 | 5 | 480 |
| Le 26 juillet 2024 | 55 | 5 | 275 |
| Le 27 juillet 2024 | 65 | 5 | 325 |
| | | **Sous total** | **1820** |
| **Packs d'eau** | | | |
| **Date** | **Nombre de pack** | **Prix unitaire** | **Total en euros** |
| Du 22-27 juillet 2024 | 31 | 9 euros le pack | 279 |
| | 22 | 10 euros le pack | 220 |
| | | **Sous total** | **499** |
| | | **Total générale** | **11694** |

Envoyé en préfecture le 19/01/2026
Reçu en préfecture le 19/01/2026
Publié le
ID : 976-229850003-20260119-DL2212250334-DE

BRED
BANQUE POPULAIRE
BANQUE & ASSURANCE

# RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

LE DELICE POISSON
5 KAVANI MTSAPERE RUE BABOU
97600 MAMOUDZOU

| Code Banque | Code Guichet | Code BIC |
|---|---|---|
| 10107 | 00688 | BREDFRPPXXX |
| Numéro de compte: 00438064714 | | Clé: 93 |
| Domiciliation : LABATTOIR | | |
| ☎ 08 20 31 40 61 | | |
| Numéro de compte bancaire international (IBAN) : FR76 1010 7006 8800 4380 6471 493 | | |